

Élections



GRÈCE

Contrairement aux sondages qui ne lui reconnaissaient que quelques points d'avance sur l'opposition, le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis et son parti, Nouvelle Démocratie, [ont remporté une importante victoire électorale](#), le 21 mai 2023.

- À un an des élections européennes de 2024, c'est un signe encourageant pour la droite européenne (ND siège au PPE).
 - Ceci consolide ses forces au Conseil, bien que le gouvernement des plus grands pays de l'UE lui échappe.
- Avec 41 % des voix, ND distance le parti d'opposition Syriza (gauche radicale) de l'ancien Premier Ministre Alexis Tsipras.
 - Bien que proportionnel, [le scrutin législatif en Grèce permet un second tour](#) pour rechercher une majorité absolue au parlement.
 - C'est le choix du Premier ministre sortant qui a donné rendez-vous aux électeurs autour du 25 juin.
 - Il préfère cette solution à celle de former une coalition avec le parti arrivé en troisième position, le Pasok-Kinal.
 - Le gouvernement de Mitsotakis a été crédité d'une croissance économique positive, d'une réduction du chômage et d'une augmentation du salaire minimum.
 - Et ce, malgré des circonstances compliquées, entre catastrophes naturelles, [catastrophe ferroviaire traumatisante](#), et [scandales d'écoutes illégales](#).
 - Il reste donc préféré à Syriza, qui porte encore le fardeau de sa difficile gestion de la crise de la dette souveraine de 2015 et de son impasse européenne.
- En outre, le paysage médiatique grec, [très concentré aux mains d'une poignée d'entreprises](#), favorise largement les conservateurs au pouvoir.
 - Ceci explique certainement la perception qu'ont les électeurs de la reprise de l'économie et d'un État plus confiant.
 - [Les analystes pointent](#) aussi l'essoufflement de Syriza et de son leader.
 - À cela s'ajoute son recentrage progressif qui aurait pu désorienter ses électeurs.
 - Sans parler des difficultés à construire une alternative crédible avec ses concurrents de gauche : le Parti socialiste grec, le Pasok-Kinal et le parti communiste KKE.
 - Ces derniers ont bénéficié de 11,5% et 7,5% respectivement.
- Kyriakos Mitsotakis a exprimé sa préférence pour un régime sans coalition, bien que le système électoral encourage ce type de formation gouvernementale.
 - S'il a bien obtenu un mandat clair pour gouverner, les procédures constitutionnelles prévoient des consultations avec d'autres partis pour former un gouvernement commun avant le second tour des élections.
 - Or, Nouvelle Démocratie n'a pas de partenaire de coalition naturel parmi les autres partis.
 - La faiblesse de l'extrême droite grecque devrait lui éviter de suivre la nouvelle tendance européenne illustrée par les exemples suédois, finlandais ou italien.

Élections



- L'issue du second tour reste incertaine, avec des risques tels que des taux d'abstention plus élevés et des changements potentiels dans la part des partis en dessous du seuil de 3%.
 - Ceci pourrait avoir un impact sur le calcul des primes et sur la revendication de Nouvelle Démocratie d'un mandat démocratique complet.

TURQUIE

Le président Recep Tayyip Erdogan [a remporté l'élection présidentielle en Turquie](#), ce dimanche 28 mai 2023, contre le chef de l'opposition Kemal Kilicdaroglu.

- Ce second tour de l'élection au suffrage universel direct désignant la tête de l'exécutif en Turquie, annonce une troisième décennie d'exercice du pouvoir pour le chef de l'AKP.
 - Après dépouillement de 99,43 % des bulletins de vote, les résultats préliminaires officiels annoncés dimanche par le Conseil électoral suprême de Turquie indiquent que R.T. Erdogan l'a emporté avec 52,14 % des voix.
 - K. Kilicdaroglu a obtenu 47,86 % des voix.
 - Depuis ce lundi 29 mai l'écart se creuse encore un peu plus.
 - Devant ses partisans au palais présidentiel à Ankara, R.T. Erdogan a déclaré que le moment était venu de « mettre de côté tous les débats et les conflits concernant la période électorale et de s'unir autour de nos objectifs et de nos rêves nationaux ».
 - Il promet aussi de lutter contre l'inflation et de panser les plaies causées par le tremblement de terre catastrophique du 6 février, qui a fait plus de 50 000 victimes – déclarées - en Turquie et dans la Syrie voisine.
- Si K. Kilicdaroglu reste encore très mesuré dans ces réactions et propos, de nombreuses voix font part de leur inquiétude.
 - Comment le parti majoritaire va-t-il réagir à cette remise en cause ?
 - Certes, l'AKP remporte la majorité à l'assemblée et confirme la position de son chef.
 - La question se pose de savoir comment seront traités à l'avenir tous ceux, apparemment nombreux, qui n'adhèrent pas à cette vision pour leur pays : Kurdes, Alevis, laïcs, écologistes et LGBTI.

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Twitter. Désinformation. DSA.

MELON USK.

[#BrusselsEffect](#) : ce commentaire lapidaire d'Asma Mhalla illustre le nouveau développement dans le bras de fer initié par le DSA autour de la régulation des réseaux sociaux et de la désinformation par la puissance publique européenne.

- Twitter envisagerait de [quitter le code de bonnes pratiques de l'Union européenne contre la désinformation en ligne](#), un accord volontaire regroupant plusieurs plateformes.
 - Cette décision s'inscrit dans la lignée des choix récents d'Elon Musk, milliardaire américain propriétaire de Twitter, semble-t-il bien cerné par [l'enquête d'Envoyé Spécial](#) diffusée la semaine dernière.
 - [Bien que Twitter n'ait pas encore notifié](#) formellement sa décision, il aurait informé la Commission européenne de ses intentions. L
- Le code de bonnes pratiques, lancé en 2018, compte une trentaine de signataires, dont des géants comme Meta, Google, Twitter, Microsoft, TikTok, ainsi que des acteurs plus petits, des professionnels de la publicité, des vérificateurs de faits et des ONG.
 - Il prévoit une meilleure coopération avec les vérificateurs de faits et la privation de publicité pour les sites diffusant de la désinformation.
 - Depuis qu'Elon Musk a acquis Twitter il y a six mois, la modération des contenus problématiques a été assouplie, donnant une plus grande voix aux propagateurs de désinformation sur la plateforme.
 - Twitter préfère désormais s'appuyer sur sa propre communauté d'utilisateurs plutôt que sur des vérificateurs de faits.
 - Les rapports soumis par Twitter concernant la désinformation dans le cadre du code de bonnes pratiques étaient considérés comme lacunaires.
 - Certaines sources à la Commission européenne estiment qu'il vaut mieux que Musk quitte le code s'il ne le prend pas au sérieux.
 - Cependant, il convient de noter que même si l'adhésion au code reste volontaire, les plateformes ne peuvent pas échapper à la nouvelle législation sur les services numériques (DSA) de l'UE.
 - Celle-ci les oblige à déployer des efforts pour réduire les risques de désinformation, sous peine d'amendes pouvant atteindre 6 % de leur chiffre d'affaires mondial.

GAFAM. IA.

SAM VA.

Alors que Sam Altman, patron d'OpenAI fait [la tournée des décideurs européens](#) tel un chef d'Etat, l'Union européenne cherche toujours le bon équilibre pour encadrer l'intelligence artificielle (IA) et a, à cet effet, [trouvé un allié chez Google](#).

- Le commissaire européen pour le Numérique, Thierry Breton, s'est entretenu avec Sundar Pichai, le PDG de Google.
 - Cette rencontre conforte les avancées d'une future législation européenne sur l'IA, prévue pour entrer en vigueur d'ici fin 2025.
 - Ils annoncent avoir convenu de travailler ensemble sur des règles pour réguler l'IA avec les entreprises volontaires.
- L'objectif de l'UE est d'être la première à mettre en place un cadre juridique complet pour limiter les abus de l'IA.

- La proposition de règlement de la Commission européenne, dévoilée en avril 2021, imposerait des contrôles aux applications jugées à « haut risque » et prévoirait un encadrement des systèmes d'IA en interaction avec les humains.
- Le « G » des GAFAM est probablement celui qui a le plus à perdre [dans la prolifération des solutions de moteurs de recherche d'IA](#).
 - Google a récemment présenté sa vision du moteur de recherche du futur, équipé d'une IA générative.
 - Alors que Google plaide en faveur d'une régulation de l'IA, l'entreprise veut également rester compétitive dans ce domaine.

Comment réglementer les IA, justement ? Le 11 mai, les commissions des libertés civiles et du marché intérieur du Parlement européen [ont approuvé le AI Act](#). Ce texte vise essentiellement à réglementer l'intelligence artificielle.

- Fortement ancré dans une approche de régulation basée sur les risques, ce premier projet de loi aborde, entre autres, les pratiques qui menacent directement l'ordre démocratique.
 - En outre, des exigences plus strictes sont proposées pour les modèles d'IA générative, c'est-à-dire les IA capables de produire des images, du son ou du texte, avec des obligations liées à la gestion des risques, à la gouvernance des données et à la transparence.
 - La prochaine étape pour ce texte sera l'adoption en séance plénière, qui est provisoirement prévue pour le 14 juin.
- La loi sur l'IA, dans sa forme actuelle, [est conforme à la stratégie numérique de l'Europe](#), qui vise à établir un marché numérique unifié fondé sur les valeurs européennes par le biais d'une approche d'atténuation des risques.
 - Cette approche est conforme à la capacité de l'UE à établir des normes, comme l'illustre par exemple le RGPD.
 - À travers cette évaluation rigoureuse des risques gradués associés à l'IA, on décèle une volonté d'établir un marché numérique qui peut fonctionner de manière transparente.
 - Tout en promouvant la croissance sans entraver les droits des utilisateurs.
 - L'UE dispose indéniablement de capacités réglementaires ayant des implications internationales. Cependant, l'accent mis sur l'éthique de l'IA peut en effet masquer deux faiblesses :
 - le manque d'investissement ;
 - et l'absence de coopération stratégique entre les 27 États membres de l'UE.
- Contrairement aux États-Unis, qui sont à la pointe du développement des technologies d'IA, [l'UE manque de fonds d'investissement prêts à prendre les risques nécessaires pour développer des technologies innovantes liées à l'IA](#).
 - L'Europe serait ainsi reléguée à une position réglementaire plutôt qu'à un rôle de fer de lance dans le développement et la mise à profit de l'intelligence artificielle.
 - [Asma Mhalla](#) souligne la nécessité potentielle de chercher à mener des négociations transatlantiques en la matière.
 - Elle estime que s'orienter directement vers une stratégie de hard-law pourrait potentiellement heurter la souveraineté de l'UE en « ratant le virage LLM ».

EUROPE GÉOPOLITIQUE



OTAN. Russie. Influence.

FROZEN II.

Les [débats sur les valeurs en temps de guerre](#) affectent aussi les équilibres continentaux. Et sa toute première illustration est l'exercice militaire « *Immediate Response 23* » de l'OTAN qui [se déroule dans plusieurs pays des Balkans et ex-yougoslaves](#), dont l'Albanie, la Bulgarie, la Croatie, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Slovénie.

- Cet exercice implique environ 9 800 soldats, dont 7 000 des pays cités ainsi que 2 800 des États-Unis.
 - En fin de compte, l'objectif de cet exercice est de démontrer la capacité de l'OTAN à résister à une agression russe.
 - La guerre en Ukraine a renforcé l'importance de l'adhésion à l'OTAN pour les Balkans - sauf la Serbie.
 - Cet exercice semble dirigé contre toute tentative de rétablissement de la sphère d'influence impérialiste russe.
 - L'ambassadeur américain au Kosovo a d'ailleurs souligné l'importance de l'exercice pour rassurer les alliés et partenaires de l'OTAN face à l'agression russe.
- Deuxièmement, l'OTAN mise à part, on retrouve une dynamique similaire de tentatives de dissuasion d'invasion dans les demandes d'adhésion à l'Union européenne.
 - C'est tout particulièrement le cas de l'Ukraine mais aussi [en ce qui concerne la Moldavie](#).
 - En effet, la présidente moldave, Maia Sandu, a déclaré plusieurs fois être inquiétée de la proximité du pays avec la Russie, à la suite de l'invasion de l'Ukraine voisine en février 2022.
 - Elle rappelle ses craintes depuis février 2023 que des agents d'influence russes cherchent à déstabiliser le pays, renverser le gouvernement actuel et, par conséquent, aboutir à sa réintégration dans la sphère d'influence de la Russie.
 - Son adhésion à l'UE est [une question existentielle](#), insiste-t-elle.
 - La présidente espère qu'une décision sur l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE sera prise dans les prochains mois.
 - Bien que le statut de candidat [ait été accordé à la Moldavie le 23 juin 2022](#), la fragilité économique, les problèmes de corruption et la région sécessionniste de Transnistrie, qui est pro-russe, posent des défis à l'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne.
- En attendant, la Moldavie considère sa participation à la « Communauté politique européenne » comme une garantie de sécurité.
 - La Communauté politique européenne, créée il y a un peu moins d'un an, cherche à agir comme un forum parallèle à l'UE et au Conseil de l'Europe rassemblant les dirigeants des pays européens pour affirmer leur unité face à l'agression russe.
 - Elle tiendra notamment son prochain sommet en Moldavie le 1er juin 2023.
 - Dans une longue publication, le nouveau Brussels Institute for Geopolitics [analyse les différents aspects](#) de cette nouvelle Communauté Politique.
- En ce qui concerne l'OTAN, la question est plus complexe car l'article 11 de la constitution Moldave exige que [la nation maintienne sa neutralité géopolitique](#) – ce qui irait à l'encontre de son adhésion à l'alliance militaire.
 - Toutefois, cette même constitution offre la possibilité à la Moldavie, si le peuple le demande, de former un État commun avec son État sœur, la Roumanie, un pays avec lequel elle partage des racines historiques et linguistiques bien ancrées.
 - Par le biais de cette unification, [la Moldavie deviendrait de facto membre de l'Union européenne et de l'OTAN](#), réalisant ainsi ses espoirs de se protéger contre toute future agression russe.

Pour la Géorgie, qui rêve aussi d'Europe, les choses restent plus ambiguës. Si le gouvernement pro-Russe a reculé sur la loi de financement des organisations de la société civile, d'autres décisions inquiètent quant aux orientations choisies.

- Ainsi, la Commission européenne est [préoccupée par la reprise du trafic aérien entre la Russie et la Géorgie, qui a repris le 19 mai.](#)
 - La décision des autorités géorgiennes de reprendre les vols est considérée comme « regrettable » et suscite des inquiétudes de la part de la Commission européenne.
 - L'UE a imposé des sanctions interdisant les vols à destination, en provenance et au-dessus de la Russie.
 - La Commission rappelle à la Géorgie que son accord d'association avec l'UE l'oblige à respecter les décisions de politique étrangère de l'UE.
 - Le porte-parole souligne que le respect par la Géorgie des décisions de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité [a considérablement diminué.](#)
 - Passant de 44 % de taux de respect décision l'année dernière à 31 % depuis le début 2023.

Hongrie. Pologne. Tchéquie.

MISE OR-BAN

Les équilibres internes à l'UE sont aussi affectés par le conflit de haute intensité qui sévit en Ukraine. En [s'apprêtant à empêcher la Hongrie d'exercer la présidence du Conseil de l'Union européenne](#), en raison de son mépris avéré pour les valeurs fondamentales de l'UE et les « règles du jeu », le Parlement européen isole un peu plus le gouvernement rebelle d'Europe centrale.

- Lors d'une réunion des ministres européens de la défense le 23 mai, la Hongrie a bloqué un accord sur la fourniture d'une aide militaire à l'Ukraine.
 - Budapest a exigé le retrait d'une banque hongroise, OTP, de la liste ukrainienne des « parrains internationaux de la guerre ».
 - Cette liste comprend aussi plusieurs sociétés françaises.
 - Le blocus hongrois n'affecte que le remboursement des livraisons d'armes « dans plusieurs années ».
 - Il n'a donc pas d'incidence sur les livraisons actuelles d'équipements par les États membres.
 - Les discussions sur le onzième train de sanctions à l'encontre de la Russie, auquel la Hongrie est également opposée, sont en cours et n'ont pas encore abouti à un accord.
 - Ces questions seront à nouveau discutées par les représentants des États membres de l'UE le 24 mai.
- Cette mise au ban de la Hongrie n'est devenue possible que parce que le gouvernement Fidesz se retrouve isolé.
 - Les relations entre la Hongrie et la Pologne, son principal allié au Conseil, se sont [considérablement détériorées](#) depuis l'invasion russe de février 2022.
 - Des tensions sont apparues et leur lien autrefois étroit s'est transformé en inimitié.
 - Depuis près d'une décennie, les deux exécutifs de ces États membres étaient considérés comme des partenaires « illibéraux ».
 - Les débuts de l'invasion russe ont mis en lumière des désaccords sur des questions fondamentales et sur la culture stratégique.
 - Des incidents récents, tels que des coupures d'électricité lors d'un festival du film polonais à Budapest et des remarques controversées de la part de responsables hongrois, ont encore tendu les relations.
- Le dirigeant hongrois, Viktor Orbán, a récemment comparé les [projets d'unité européenne d'Adolf Hitler au concept d'« union sans cesse plus étroite » de l'UE.](#)
 - La Pologne, quant à elle, soutient pleinement l'Ukraine et coopère avec l'Allemagne.
 - La Hongrie ne prête qu'un intérêt de pure forme aux adversaires de l'OTAN et construit des usines allemandes de chars et de munitions.

- L'alignement idéologique entre la Hongrie et la Pologne n'en fait plus des partenaires stratégiques, car la Hongrie poursuit son propre agenda et la Pologne se sent dépassée par Budapest.
- La Tchéquie a exprimé sa colère et son désaccord après le parallèle douteux avec le Reich nazi.
 - Le ministre tchèque des affaires étrangères, Jan Lipavský, a déclaré que la Hongrie n'était pas obligée de faire partie de la communauté européenne si elle n'était pas à l'aise avec elle.
 - La commissaire européenne tchèque, Věra Jourová, a révélé que les Hongrois en visite à Bruxelles évitaient de prendre des photos avec elle à Bruxelles par crainte d'être persécutés dans leur pays d'origine.
 - Elle exprime des doutes quant à la démocratie hongroise, mais reconnaît que certains diplomates hongrois sont encore ouverts à des compromis sur les questions européennes.
 - Elle mentionne que les fonctionnaires hongrois qui s'engagent dans des négociations démontrent que le pays a besoin d'une aide financière.
 - De toute évidence, le « groupe de Visegrad » n'est plus une force homogène dans l'UE.
 - A voir si les élections de l'automne en Slovaquie, où le retour de Robert Fico n'est plus à exclure, pourraient changer la donne et redonner un allié à V. Orban.

GREEN DEAL



Agro-écologie. Réformes.

EE I EE I OH.

Pas de doute, avec [l'offensive du PPE contre certaines législations clés du Green Deal](#) (cf. semaines précédentes), c'est la campagne des élections européennes de 2024 qui est lancée.

- Dans une interview combative, le VP Frans Timmermans, en charge du Green Deal, [défend ses propositions sur la conservation de la nature et la réduction des pesticides contre les critiques](#).
 - Il insiste sur l'urgence de répondre aux menaces que la crise climatique et les pratiques agricoles non durables font peser sur la biodiversité et la sécurité alimentaire.
 - Il affirme que retarder l'action ne fera qu'augmenter les coûts et les risques associés à ces défis
 - Il répond également aux inquiétudes concernant les conflits entre les efforts de restauration de la nature et le développement des énergies renouvelables.
 - Des coalitions peuvent être formées entre ceux qui défendent les deux causes.
 - Il reconnaît cependant que la majorité qui soutient le Green Deal au Parlement européen s'affaiblit.
 - F. Timmermans se demande si le PPE est toujours prêt à faire des compromis et suggère que le récent virage politique du parti vers la droite pourrait avoir un impact non seulement sur le Green Deal, mais aussi sur la dynamique future après les élections européennes.
 - Bien qu'il vise à établir des priorités et à présenter les propositions législatives restantes, il souligne l'importance de la consultation et de la qualité, affirmant que les textes ne seront présentés que lorsqu'ils seront prêts.
 - Il évoque également le besoin de coordination et de compréhension entre les États membres.
 - Il prend en exemple les actions du gouvernement allemand concernant l'interdiction des moteurs à combustion et les exigences en matière de rénovation des bâtiments.
- Enfin, puisqu'on parle campagne, Frans Timmermans exprime son engagement à préparer le programme pour les prochaines élections.
 - Il reste toutefois incertain quant à la possibilité de briguer un troisième mandat en tant que commissaire.

Matières premières. Réformes.

RIO TINTO II.

Selon l'analyste [Wolfgang Munchau](#), la législation européenne sur [les matières premières critiques](#), priorité de la présidence suédoise de l'UE, se retrouve confrontée à de nombreux défis.

- La proposition de la Commission européenne vise à réduire la dépendance de l'UE à l'égard de la Chine et d'autres pays pour les matières premières cruciales nécessaires à la transition verte et numérique.
 - Elle fixe des objectifs ambitieux pour l'extraction et la transformation au sein de l'UE d'ici 2030, mais la réalisation de ces objectifs s'avère complexe.
- S'il est important de viser l'indépendance dans des secteurs critiques et de réduire la dépendance à l'égard de certains pays, les implications pratiques de la réalisation de ces objectifs constituent selon les spécialistes un réel casse-tête.
 - La [présence de lithium en Europe](#) offre la possibilité de réduire la dépendance, mais les opérations minières ont de profonds impacts environnementaux et sociaux.
 - L'acceptation sociale de l'exploitation minière est faible en raison des préoccupations concernant les dommages environnementaux et le déplacement des communautés locales.
 - En témoigne tout particulièrement cette [opposition au Portugal](#).

- Les normes environnementales locales devraient être assouplies pour accélérer l'exploitation minière.
 - Ceci va à l'encontre des objectifs environnementaux européens et risque de susciter une forte opposition.
 - Elle provoque de sérieuses [inquiétudes chez les écologistes](#).
- Le recyclage et les partenariats avec d'autres pays miniers, notamment en Amérique latine, pourraient constituer des stratégies alternatives.
 - Cela va cependant à l'encontre de l'objectif d'augmenter la capacité de traitement de l'Europe.
 - Ce point figure aussi dans le projet de législation européenne.
 - Il doit encore être renforcé par les [textes sur l'éco-conception](#).
 - La recherche d'un équilibre et l'évaluation des objectifs contradictoires, dans les secteurs des énergies renouvelables et des technologies vertes, nécessiteront davantage d'innovation et des discussions continues au-delà de l'été.

Pesticides. Biotechnologies. Réformes.

OGMAN.

En pleine confrontation sur les textes réduisant les usages de pesticides ou visant à la restauration de la nature, la Commission européenne devrait [proposer une législation sur les biotechnologies génétiques au début du mois de juillet](#).

- Ces techniques émergentes visent à développer des semences plus résistantes et ont été qualifiées de « nouveaux OGM » par leurs détracteurs.
 - Bien que le Parlement européen soit majoritairement favorable à la flexibilité réglementaire, le sujet [reste controversé](#) et devrait susciter [des débats animés](#) entre les États membres et les députés européens.
- Le cadre réglementaire proposé vise à renforcer la durabilité et la compétitivité de l'agriculture européenne.
 - Toutefois, les risques et la nécessité d'une évaluation complète des risques, d'une transparence et d'un étiquetage obligatoire suscitent des inquiétudes.
 - Le parti des Verts, [au pouvoir dans quelques Etats membres](#) d'ailleurs, préconise une évaluation approfondie des effets inattendus potentiels et l'obligation de fournir des méthodes de détection et de traçabilité.
 - La bataille sur la législation devrait se concentrer sur les garanties et l'étendue de la réglementation.
 - Certains plaident en faveur d'une approche de précaution, de la transparence et d'une information complète des consommateurs.
 - D'autres insistent sur la nécessité d'une approche socialement acceptée qui préserve les différents systèmes agricoles.
 - L'introduction d'un étiquetage obligatoire est considérée comme un moyen de décourager les consommateurs, et les critiques perçoivent la législation comme un détournement du débat plus large sur la transition des modèles agricoles.